

Réunion CSCE de Genève sur le règlement pacifique des différends (12-23 octobre 1992)*

1. Introduction

1.1 Evolution du règlement pacifique des différends au sein de la CSCE

Jusqu'à la Réunion de Vienne sur les suites de la CSCE (1986-1989), qui se déroule dans un climat d'après guerre froide, les progrès ont été excessivement lents. En 1973 déjà, lors de la phase préparatoire de la CSCE, la Suisse lançait l'idée d'un véritable système de règlement pacifique des différends (RPD) et déposait un projet de convention à cet effet, couvrant les litiges interétatiques tant politiques, pour lesquels était prévue une commission de conciliation, que juridiques, pour lesquels aurait été créée une véritable cour de justice CSCE.

La proposition fut jugée trop ambitieuse. Elle trouva cependant une mention expresse dans l'Acte final d'Helsinki (1975). En somme, l'idée d'un système pan-européen de RPD n'était pas écartée. Elle apparaissait toutefois comme un objectif lointain que les Etats participants ne pourraient atteindre que graduellement. L'Acte final d'Helsinki consacre le principe du RPD au chiffre V des principes relatifs à la sécurité en Europe. Par rapport à l'article 33 de la Charte des Nations Unies, il ne recèle aucune nouveauté. Il se borne à inviter les Etats à identifier et mettre en oeuvre, parmi les procédures disponibles, celle qui leur paraît la plus appropriée au cas d'espèce et n'institue aucun mécanisme de règlement obligatoire susceptible d'être déclenché unilatéralement.

Il faut dire que la problématique est complexe. La tierce intervention met en jeu un des principes essentiels des relations internationales, celui de la souveraineté. Les Etats sont loin d'être acquis dans leur totalité à une méthode impliquant l'obligation générale, acceptée a priori et quelle que soit la nature du différend, de participer, en cas de litige, tant à la négociation qu'à une procédure de tierce intervention déclenchée sur simple requête unilatérale de l'autre partie. Il est compréhensible

* La délégation suisse était dirigée alternativement par Lucius Caflisch, juriste du Département fédéral des Affaires étrangères et par Blaise Godet, directeur suppléant de la Direction du Droit international public; elle se composait en outre de Linus von Castelmur, collaborateur diplomatique et de Guillaume Scheurer, stagiaire diplomatique.



que les grands Etats, qui sont en mesure, grâce à leur taille géopolitique, de peser sur le cours d'une négociation, n'aient pas un intérêt marqué à favoriser des procédures qui avantagent plutôt les petits Etats, puisqu'elles ont pour effet de remédier à leur inégalité de fait. Pour des raisons inverses, ceux-ci ont tout intérêt à préconiser des mécanismes comportant le droit de recourir à une tierce partie, dont l'intervention atténuera les pressions dont ils pourraient être l'objet. Ceci vaut très particulièrement pour un pays comme la Suisse, qui n'a pas ou plus de contentieux majeur à gérer. Il n'est donc pas surprenant que nous ayons très tôt pris la tête de la croisade en faveur de l'instauration en Europe d'une méthode de règlement pacifique des différends

1.2 La Réunion d'experts de Montreux (1978)

La proposition suisse présentée lors de la Réunion de Montreux différait sensiblement du projet de 1973. Renonçant à la distinction entre différends justiciables (ou juridiques) et non justiciables (ou politiques), la Suisse adoptait une approche plus pragmatique en proposant le mécanisme suivant: dans un premier temps, les parties devraient tenter de régler celui-ci par la voie de la négociation. En cas d'échec, auquel était assimilée l'absence de règlement au terme d'une période de trois ans, les parties seraient habilitées à engager une procédure d'enquête, de conciliation et de médiation envisagée comme un tout. Pour certaines catégories particulières de litiges, énumérées dans une liste, chaque partie aurait la faculté d'entamer directement une procédure arbitrale. Le mécanisme envisagé devrait avoir un caractère évolutif et faire l'objet d'améliorations successives au cours de conférences périodiques de révision. La proposition se heurta à l'objection des pays de l'Est à toute méthode imposant aux parties d'autres moyens que les contacts directs (principe du libre choix des moyens).

1.3 La Réunion d'experts d'Athènes (1984)

La Réunion d'Athènes elle aussi ne déboucha sur aucun résultat. Et fidèle à elle-même, la Suisse présenta un document de travail qui comportait quatre parties. La première énonçait quelques généralités, mettant en évidence les principales caractéristiques de la méthode envisagée. Les deuxième et troisième parties régissaient la médiation et la conciliation. La dernière partie enfin contenait une disposition générale sur l'arbitrage. Pour ce qui était de la médiation et de la conciliation, éléments-clé du texte suisse, ce dernier suggérait notamment

l'institution d'un collège arbitral appelé à désigner les médiateurs ou les conciliateurs lorsque les parties ne pourraient trouver un accord à ce sujet; il renforçait la procédure de conciliation afin que les Etats puissent moins facilement refuser d'engager celle-ci et proposait divers moyens pour inciter les Etats à suivre les recommandations émises par la Commission de conciliation (conciliation "musclée").

Quoiqu'elle ne conduisît à aucun résultat concret, la Réunion d'Athènes révéla un infléchissement de la position de l'Union soviétique. Tout en excluant l'idée d'une procédure obligatoire d'arbitrage, l'Union soviétique indiqua qu'elle pourrait souscrire à une procédure obligatoire de conciliation dans des domaines particuliers, c'est-à-dire sans que la tierce intervention fût nécessairement rattachée à un traité donné ou convenue ad hoc, c'est-à-dire après la survenance d'un différend précis. La concession fut toutefois jugée insuffisante par les Etats Unis, qui voulaient que l'arbitrage fût retenu comme axe principal de toute méthode.

1.4 Récents progrès

Il faudra attendre le Document de clôture de la Réunion de Vienne sur les suites de la CSCE, adopté en avril 1989, pour voir le dossier recevoir de nouvelles impulsions. On y lit que les Etats réaffirment leur détermination à élaborer une méthode généralement acceptable destinée à compléter les méthodes existantes. Dans le contexte, "ils acceptent en principe l'intervention obligatoire d'une tierce partie", lorsque le litige ne peut être réglé par d'autres moyens. Pour assurer la mise en oeuvre progressive de cet engagement, les Etats participants décidèrent de convoquer une réunion d'experts à La Valette afin d'établir, d'une part, une liste de catégories de différends de nature à être réglés par la voie d'une tierce intervention et, d'autre part, les procédures et mécanismes correspondants.

Ce mandat fut réaffirmé dans la "Charte de Paris pour une nouvelle Europe" (novembre 1990), qui précise que les Etats participants s'engagent à "rechercher de nouvelles formes de coopération dans ce domaine, en particulier une gamme de méthodes applicables au règlement pacifique des différends, y compris l'intervention obligatoire d'une tierce partie". On constatera que, pour la première fois, on trouve en germe l'idée que, en cas de désaccord persistant et d'échec avéré des négociations, l'une ou l'autre des parties peut unilatéralement demander à une tierce partie d'examiner le dossier. On ne préjuge pas encore la forme qu'une telle intervention peut revêtir: cela peut aller de la simple enquête à l'arbitrage, en passant par la médiation ou la conciliation. Mais le principe de la tierce intervention

est posé. Si la Charte de Paris prévoit par ailleurs que les Etats participants devront élaborer une gamme de moyens, c'est parce qu'on n'a pas voulu se limiter à une méthode résiduelle unique. On a préféré au contraire envisager la diversité des situations, étant donné, par exemple, qu'un différend en matière d'environnement ne saurait être réglé de la même manière qu'un conflit en matière de minorités, de transport ou de droit diplomatique.

1.5 La Réunion d'experts de La Valette (15 janvier - 8 février 1991)

La Réunion de La Valette a permis d'adopter un mécanisme prévoyant, en cas d'échec des négociations et en l'absence de tout autre moyen convenu de règlement, l'intervention d'une tierce partie. Celle-ci peut émettre des "commentaires ou avis généraux ou spécifiques" portant, dans une première étape, sur la procédure à mettre en oeuvre et, en cas de désaccord persistant, sur le fond même du différend. Le champ d'application de la méthode de La Valette se trouve toutefois réduit, dans la mesure où les Etats contre lesquels une procédure de règlement est engagée ont la faculté d'en exclure plusieurs catégories de différends qui concernent des matières jugées particulièrement sensibles (section XII): intégrité territoriale, titres territoriaux, défense nationale, délimitation d'espaces marins et aériens. Qui plus est, c'est l'Etat "défendeur" qui détermine unilatéralement si tel est le cas.

Certes, la méthode adoptée à La Valette comporte des imperfections et des échappatoires. Le résultat, pour modeste qu'il soit, ne saurait être toutefois sous-estimé, dans la mesure où la procédure décrite ci-dessus est la seule à lier politiquement la totalité des Etats participants de la CSCE. Le Rapport établi à La Valette renferme également une clause évolutive, selon laquelle les engagements assumés au titre du Document de La Valette ainsi que leur mise en oeuvre doivent être maintenus à l'étude, compte tenu de l'importance de renforcer l'efficacité de la procédure. Précisément, les profonds changements politiques intervenus en Europe depuis la Réunion de Malte, en particulier l'éclatement de l'Union soviétique et la résurgence des problèmes de frontières et de minorités, de même que la crise yougoslave, ont montré la nécessité de rouvrir le dossier et de le faire progresser.

Aussi les Chefs d'Etat ou de gouvernement de la CSCE, réunis au mois de juillet 1992 à Helsinki, décidèrent-ils de convoquer, à Genève, une autre réunion sur le thème du RPD en Europe. Le mandat de celle-ci consistait à négocier "un ensemble global et cohérent de mesures" visant à développer et préciser les moyens auxquels

les Etats participants à la CSCE seraient susceptibles de faire appel pour régler leurs différends.

2. Eingereichte Vorschläge

2.1 Die Verbesserung des Dokuments von La Valletta: Der schweizerisch-amerikanische Vorschlag

Im Bundesratsbeschluss vom 28. September 1992 wurde der Schweizer Delegation u.a. der Auftrag erteilt, sich für die Verbesserung des Valletta-Dokuments von 1991 einzusetzen. Nebst gewissen redaktionellen Verbesserungsvorschlägen sollten insbesondere zwei Schwachstellen behoben werden. Zum einen sollten die Vorbehalts- und Ausweichmöglichkeiten in Abschnitt XII verringert oder ausgemerzt werden. Andererseits sollte die Bestellung der Drittpartei vereinfacht werden. Informelle Konsultationen mit wichtigen Delegationen in Genf zeigten rasch, dass nur minimale Vorschläge eine Chance hatten, von allen KSZE-Teilnehmerstaaten angenommen zu werden. Eine Reduktion der Vorbehaltsmöglichkeiten in Abschnitt XII erwies sich als nicht konsensfähig. Hingegen wurde eine Anregung auf zeitliche Straffung der Bestellung des Vergleichsmechanismus wohlwollend aufgenommen. Ein von der Schweiz gemeinsam mit den Vereinigten Staaten eingebrachter Vorschlag sah deshalb eine Verkürzung der Fristen vor: Die Streitparteien ernennen innerhalb von dreissig Tagen (La Valletta: drei Monate) die Schlichter. Falls keine Einigung zustandekommt, stehen ihnen fünfzehn Tage (La Valletta: ein Monat) zur Verfügung, um aus der Liste der vom Direktor des Wiener Konfliktverhütungszentrums (KVZ) vorgeschlagenen Kandidaten die ihnen nicht genehmen Personen abzulehnen. Gleichzeitig ist die Zahl dieser Personen zu erhöhen, um die Möglichkeit einer Ablehnung aller Kandidaten durch die Streitparteien auszuschliessen (La Valletta: weniger als sechs, wobei jede Partei das Recht hat, bis zu drei der benannten Personen abzulehnen). Dadurch soll verhindert werden, dass eine zweite Runde zur Bestellung des Mechanismus erforderlich wird. Schliesslich wurde vorgeschlagen, in der Kopfnote des Genfer Dokuments die politische Bedeutung des Valletta-Mechanismus herauszustreichen.

2.2 Die Schaffung eines KSZE-Vergleichsverfahrens: Der britische Vorschlag

Während den in Helsinki am Rande des Vierten Folgetreffens der KSZE aufgenommenen Beratungen über den französisch-deutschen Entwurf einer Konvention für die friedliche Beilegung von Streitigkeiten (FBS) war von britischer Seite vorgeschlagen worden, einen den Mechanismus von La Valletta ergänzenden und diesen angeblich stärkenden Text auszuarbeiten. Obschon er zunächst vor allem als Störmanöver gegen den französisch-deutschen Entwurf gedacht war, weckte dieser Vorschlag das Interesse verschiedener KSZE-Staaten.

Das von Grossbritannien empfohlene Vergleichsverfahren beruht auf dem Einverständnis der Streitparteien, einen konkreten Streitfall einer jeweils zu bildenden Vergleichskommission zu unterbreiten. Dieses Einverständnis kann ad hoc angezeigt werden, wenn eine Streitigkeit zwischen zwei Staaten anfällt; es kann aber auch ohne Vorliegen eines Konflikts durch einseitige Erklärung im voraus gegeben werden. Falls später ein Streitfall zwischen zwei Staaten auftritt, welche die entsprechenden Erklärungen abgegeben haben, sind die Parteien rechtlich verpflichtet, sich dem Vergleichsverfahren zu unterwerfen. Die Staaten können jedoch in ihren Erklärungen gewisse Kategorien von Streitigkeiten diesem Verfahren entziehen.

Die Bildung der Kommission soll rasch und einfach erfolgen: Jede Partei bezeichnet innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang eines Vergleichsersuchens beim KVZ-Direktor einen beliebigen Schlichter aus dem Valletta-Verzeichnis. Die so ernannten Schlichter bestellen innerhalb von weiteren zwanzig Tagen einvernehmlich eine Drittperson. Falls in der vorgesehenen Frist keine Einigung zustande kommt, wird diese Person vom Generalsekretär des Ständigen Haager Schiedsgerichtshofs nach Rücksprache mit den Parteien ernannt.

Das Vergleichsverfahren bedarf der Zustimmung beider Parteien. Die von der Kommission mit Stimmenmehrheit zu beschliessenden Lösungsvorschläge sind für die Streitparteien rechtlich unverbindlich, es sei denn, diese hätten vor Aufnahme des Verfahrens vereinbart, oder einseitig erklärt, dass sie unter Vorbehalt der Gegenseitigkeit die von der Kommission vorgeschlagene Lösung als bindend anerkennen.

Der britische Vorschlag bezweckt, die lediglich politisch bindende Natur von KSZE-Verpflichtungen zu respektieren, durch freiwillig abgegebene, einseitige und übereinstimmende Erklärungen indes rechtliche Verpflichtungen zu schaffen. Letztlich würde dadurch ein politisches Dokument eine rechtliche Wirkung erzeugen, was übrigens einige Staaten vor verfassungsrechtliche Probleme stellen könnte.

2.3 Der französisch-deutsche Entwurf eines Vertrags über Vergleichs- und Schiedsverfahren innerhalb der KSZE

Der von Frankreich und Deutschland vorgelegte, von siebzehn weiteren Staaten* unterstützte Text unterwirft alle zwischen Vertragsparteien auftretenden Streitigkeiten einem Vergleichsverfahren mit Einlassungszwang. Daneben ist eine freiwillige Schiedsgerichtsbarkeit vorgesehen. Ausserdem erhält der KSZE-Ministerrat die Möglichkeit, Rechtsgutachten einzuholen. Die Konvention soll rechtliche Verpflichtungen schaffen, was innerhalb der KSZE ein Novum ist. Ungewohnt für die KSZE ist weiterhin, dass die vorgeschlagene Regelung nur die Vertragsparteien und nicht alle Teilnehmerstaaten binden soll.

Der französisch-deutsche Vorschlag sieht eine komplexe institutionelle Struktur vor. Es wird ein Europäischer Vergleichs- und Schiedsgerichtshof (VSchH) geschaffen, der zwei "Kammern" umfasst: Eine Vergleichskommission, in welche jede Vertragspartei zwei Schlichter abordnet, und einen Schiedsgerichtshof bestehend aus einem Richter pro Vertragspartei. Die Leitung des VSchH wird einem Präsidium genannten Ausschuss von fünf Personen übertragen - Präsident, Vizepräsident und drei weitere Mitglieder - die von allen Schlichtern und Schiedsrichtern gewählt werden. Dem Präsidium obliegt es, Mitglieder der jeweils ad hoc zu bildenden Vergleichs- und Schiedskommissionen zu ernennen. Die laufenden administrativen Geschäfte werden von einem Kanzler und dessen Hilfspersonal geführt. Das Präsidium und die Kanzlei bilden das einzige ständige Organ des vorgeschlagenen Systems. Die Gesamtheit der Schlichter und Richter soll nur im Bedarfsfall zusammentreten. Der VSchH wird bloss subsidiär zu anderen Gremien aktiv; die bestehenden Mittel der internationalen Streitbeilegung haben den Vorrang.

Die vorgeschlagenen Mechanismen stehen auf einer ad hoc-Basis auch Drittparteien offen. Die Einsetzung einer Vergleichskommission erfolgt jeweils auf Ansuchen einer Vertragspartei oder aufgrund einer Vereinbarung zwischen den Streitparteien. Letztere ernennen beide je einen Schlichter, und das Präsidium bestellt die neutralen Schlichter, grundsätzlich einen mehr als die Parteien. Die Kommission hat den Auftrag, unter Berücksichtigung des Völkerrechts und der KSZE-Verpflichtungen eine für beide Parteien annehmbare Lösung des Streitfalles zu finden. Ihr Lösungsvorschlag ist für die Parteien nicht bindend. Die Kommission teilt dem KSZE-Rat über den Ausschuss Hoher Beamter (AHB) mit, ob die Parteien die vorgeschlagene Lösung angenommen haben oder nicht.

Ein Schiedsverfahren wird durch ein entsprechendes Ersuchen zweier Streitparteien eingeleitet. Vertragsparteien können aber auch jederzeit einseitige Erklärungen

* Albanien, Armenien, Bulgarien, Griechenland, Italien, Liechtenstein, Malta, Oesterreich, Polen, Portugal, Rumänien, Russland, Schweiz, Spanien, Tschechoslowakei, Ungarn und Zypern.

abgeben, welche die Zuständigkeit des Schiedsgerichts unter Vorbehalt der Gegenseitigkeit als obligatorisch anerkennen. Wie beim Vergleichsverfahren ernennt jeweils jede Partei einen Schiedsrichter; das Präsidium des VSchH bestellt die neutralen Richter, die in der Mehrzahl sein müssen. Das Schiedsgericht fällt seinen Spruch auf der Grundlage des Völkerrechts; falls die Streitparteien dies wünschen, kann das Gericht auch ex aequo et bono entscheiden. Im Gegensatz zum Ergebnis des Vergleichsverfahrens ist der Schiedsspruch rechtlich bindend. Er ist endgültig und unterliegt keinem Rechtsmittel.

Gewisse Fragen sind in Zusatzdokumenten zu regeln. Ein Finanzprotokoll legt fest, wie die anfallenden Kosten zu berechnen und zwischen den Vertragsparteien aufzuteilen sind. Eine vom Gerichtshof auszuarbeitende und von den Vertragsparteien abzusegnende Verfahrensordnung wird namentlich die Arbeitssprachen bestimmen und im Einzelnen das Verfahren der Vergleichskommissionen und der Schiedsgerichte regeln. Eine von den Vertragsparteien zu genehmigende Personalordnung hat Regeln über den Status der Kanzleibediensteten zu enthalten.

Die Schlussbestimmungen des Konventionsentwurfs halten fest, dass letzterer am Stockholmer Ratstreffen zur Unterzeichnung aufgelegt wird. KSZE-Staaten können dem Abkommen auch später beitreten. Letzteres tritt zwei Monate nach der Hinterlegung der zwölften Ratifikations- oder Beitrittsurkunde in Kraft. Änderungen der Konvention können von jedem Vertragsstaat vorgeschlagen werden, bedürfen der Zustimmung des KSZE-Rats und treten nach Annahme durch sämtliche Vertragsparteien in Kraft. Das Abkommen ist jederzeit kündbar, wobei eine Kündigung ein Jahr nach ihrer Uebermittlung an den Depositarstaat wirksam wird.

2.4 Vergleichsverfahren auf Anordnung: Der amerikanische Vorschlag

Anlässlich der Vorberatungen zum französisch-deutschen Konventionsentwurf in Helsinki hatte der Rechtsberater des Department of State angeregt, die Rolle der politischen KSZE-Instanzen im Bereich der FBS zu stärken und dem KSZE-Ministerrat oder dem AHB zu gestatten, zwei Streitparteien auf ein Vergleichsverfahren zu verpflichten. Die Streitparteien wären von der Beschlussfassung auszuschliessen. Dieser Vorschlag brachte ein Novum: Der Ausschluss der beiden Streitparteien würde bedeuten, dass ein "Konsensus minus zwei"-Prinzip Eingang in die KSZE fände.

Das zwingende Element des amerikanischen Vorschlags betrifft ausschliesslich die Verpflichtung zur Aufnahme eines Verfahrens; die von der Vergleichsinstanz ausgearbeiteten Lösungsvorschläge sind rechtlich unverbindlich. Ein Verfahren war

im amerikanischen Vorschlag nicht festgelegt; grundsätzlich war jede einvernehmlich von den Parteien gewählte Prozedur erlaubt. Verwiesen sollte werden auf das vom Vereinigten Königreich vorgeschlagene Vergleichsverfahren oder das von der FBS-Konvention geschaffene.

Die Anordnung eines solchen Verfahrens war nicht vorgesehen, wenn der Streitfall vor anderen Gremien hängig war oder falls eine Streitpartei die Ansicht äussern sollte, der Konflikt berühre Fragen ihrer territorialen Integrität oder ihrer Landesverteidigung, ihrer Hoheitsansprüche auf Landgebiete oder der Abgrenzung ihres Meeres- oder Luftraums. Der Vorschlag der Vereinigten Staaten übernahm also den Ausnahmenkanon von Abschnitt XII des Dokuments von La Valletta.

Die Streitparteien tragen ihre eigenen Kosten. Sämtliche anderen Kosten sind gemäss dem KSZE-Verteilerschlüssel auf alle Teilnehmerstaaten aufzuteilen.

3. Aufnahme und Verlauf der Verhandlungen

3.1 Konsultationen im Vorfeld der Verhandlungen

Im Gegensatz zu anderen KSZE-Verhandlungsmandaten enthielt das Helsinki-Dokument 1992 keine Angaben über das Programm und die Methoden des Genfer FBS-Treffens. Als Gaststaat unterbreitete deshalb die Schweiz am 16. Treffen des AHB (16.-18. September 1992) Vorschläge für die Modalitäten des Treffens. Im Wesentlichen wurde die Schaffung von zwei Arbeitsgruppen vorgeschlagen: eine zur Behandlung des Konventionsentwurfs und eine andere für die Stärkung des Valletta-Mechanismus einschliesslich des Vergleichsverfahrens auf Anordnung. Diese Anregungen wurden am AHB-Treffen bloss zur Kenntnis genommen; eine förmliche Beschlussfassung unterblieb.

Hinter dieser Situation versteckten sich tiefe Meinungsunterschiede. In Helsinki hatten verhältnismässig zahlreiche Teilnehmerstaaten den französisch-deutschen Vorschlag bemängelt. Vor allem die Angelsachsen und Skandinavier standen letzterem skeptisch bis ablehnend gegenüber, während er von einer mehrheitlich süd- und mitteleuropäischen Staatengruppe unterstützt wurde. Eine der Hauptschwierigkeiten bestand darin, innerhalb der bloss politische Verpflichtungen schaffenden KSZE ein rechtlich verbindliches Verfahren auszugestalten. Es wurde auch befürchtet, dass nur ein Teil der Teilnehmerstaaten dem Uebereinkommen beitreten und somit die Einheitlichkeit der KSZE-Verpflichtungen gefährden würde.

Die an diesen Fragen am stärksten interessierten Staaten trafen sich Mitte September 1992 in Paris, um einen Ausweg zu finden. Diese Aussprache zwischen

Vertretern der Vereinigten Staaten, Frankreichs, Deutschlands und des Vereinigten Königreichs brachte eine Annäherung der Standpunkte. Die Vereinigten Staaten und das Vereinigte Königreich gaben ihren Widerstand gegen die Ausarbeitung eines Vertragswerks im Rahmen der KSZE auf. Im Gegenzug erklärten sich Deutschland und Frankreich bereit, grundsätzlich den britischen Vorschlag zur Schaffung eines Vergleichsverfahrens und den amerikanischen Vorschlag betreffend Schlichtung auf Anordnung anzunehmen. Nicht Gegensätzlichkeit sondern gegenseitige Ergänzung kennzeichnet die vorliegenden Vorschläge, wurde argumentiert. Es sei durchaus sinnvoll, wenn KSZE-Staaten aus einer Mehrzahl von FBS-Mechanismen das für einen konkreten Fall geeignetste Verfahren wählen könnten. Wesentlich war, dass Deutschland, England und Frankreich in enger Konsultation mit den anderen EG-Staaten handelten. Die Vereinigten Staaten wiederum waren bestrebt, Widerstände bei ihnen nahestehenden Staaten - z.B. der Türkei - auszuräumen. Dadurch war sichergestellt, dass der im Vorfeld ausgehandelte modus operandi die Unterstützung einer nicht unbedeutenden Staatengruppe finden würde.

Verfahrensfragen konnten am Vorabend vor den Verhandlungen in einer informellen Gruppe der "Freunde des Vorsitzenden" gelöst werden. Im Namen der EG-Staaten schlug das Vereinigte Königreich vor, neben dem Plenum nur eine Arbeitsgruppe zu bilden. Im Interesse einer erhöhten Effizienz wurde angeregt, der Vorsitz in diesen Gremien habe entgegen KSZE-Usancen nicht zu rotieren. Generell betonten die EG-Staaten, es solle so flexibel und rationell wie möglich gearbeitet werden, damit keine zweite Verhandlungsrunde im November erforderlich werde. Diese Ansicht, die von den Vereinigten Staaten und anderen Staaten geteilt wurde, fand Zustimmung. Verschiedene Teilnehmer sprachen sich für einen Schweizer Vorsitz im Plenum wie in der Arbeitsgruppe aus. Dies hätte jedoch für die Schweizer Delegation eine unzumutbare Belastung gebracht und ausserdem ihren Spielraum infolge der von einem Vorsitzenden erwarteten Unparteilichkeit massiv eingeschränkt. Schliesslich fand ein amerikanischer Vorschlag Zustimmung, wonach die Plenarsitzungen von Prof. L. Caflisch, eine Arbeitsgruppe aber vom schwedischen Delegationsleiter, Botschafter H. Corell, präsiert werden sollten.

3.2 Der Verlauf der Verhandlungen

Das Genfer KSZE-Treffen über die FBS wurde am 12. Oktober 1992 durch den Präsidenten der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Herrn Bundesrat R. Felber, mit einer vielbeachteten Rede (Beilage 1) offiziell eröffnet. Insgesamt waren 42 von 52 KSZE-Teilnehmerstaaten durch Delegationen vertreten. Abwesend - anscheinend in erster Linie aus finanziellen Gründen - waren vor allem die zentralasiatischen

Republiken; der Tisch Restjugoslawiens blieb vakant, hatte doch der AHB die Teilnahme Serbien-Montenegros an allen KSZE-Aktivitäten bis auf weiteres suspendiert. Der Europarat war eingeladen worden, am Treffen teilzunehmen. Sein Vertreter sass in der Delegation des Präsidentialstaates (Türkei), war jedoch bloss zu den Plenarsitzungen zugelassen, wo er die Erfahrungen des Europarats mit dem Europäischen Uebereinkommen vom 29. April 1957 zur friedlichen Beilegung von Streitigkeiten (SR 0.193.231) zum besten geb.

Nach einem Meinungsaustausch über Ziel und Zweck des Treffens wurden in der ersten Plenarsitzung die am Vorabend informell erzielte Einigung über Verfahrensfragen bestätigt und Arbeitsprogramm sowie Organisationsplan des Treffens angenommen. Es sollten gleichzeitig verschiedene Instrumente in Form eines "package deal" ausgehandelt und dem KSZE-Ministerrat an seiner Stockholmer Tagung vorgelegt werden. Die Ergebnisse des Treffens sollten in einer faktisch gehaltenen Kopfnote ("chapeau") festgehalten und die ausgehandelten Instrumente dieser Note als Anlagen beigefügt werden.

Im Folgenden wird der Verhandlungsgang kurz nachgezeichnet. Dieser soll nicht chronologisch geschildert werden, sondern Gegenstand einer problemorientierten, synthetischen Darstellung bilden.

3.2.1 Der schweizerisch-amerikanische Vorschlag

Der schweizerisch-amerikanische Vorschlag wurde in einem stillschweigenden Verfahren genehmigt, wobei die ursprünglich vorgeschlagenen Abänderungen etwas abgeschwächt wurden: Der Genfer Text sieht eine Frist von zwei (anstatt drei) Monaten für die einvernehmliche Ernennung eines KSZE-Mechanismus vor. Falls sich eine Einigung als unmöglich erweist, sollte der KVZ-Direktor sieben (früher: sechs) Kandidaten vorschlagen. Den Streitparteien wird wie bisher das Recht eingeräumt, innerhalb eines Monats höchstens drei dieser Kandidaten abzulehnen. Da nunmehr mindestens eine Person übrigbleibt, kann der Mechanismus in jedem Fall auch ohne die bislang in den Absätzen 4 und 5 von Abschnitt V des Dokuments von La Valletta geregelte zweite Phase des Bestellungsverfahrens bestellt werden.

3.2.2 Der Vorschlag des Vereinigten Königreichs

Die Diskussion über das von Grossbritannien vorgelegte Papier verlief wenig kontrovers. Allgemein herrschte Uebereinstimmung vor, dass der Vorschlag eine bescheidene, aber sinnvolle Ergänzung des Dokuments von La Valletta darstelle.

Die Idee, mittels eines Systems von übereinstimmenden gegenseitigen Erklärungen ein rechtlich verpflichtendes Vergleichsverfahren zu schaffen, wurde begrüsst. Freilich wurde darauf hingewiesen, dass der praktische Wert des Verfahrens dadurch empfindlich geschmälert werde und dass die meisten Staaten für die Abgabe solcher Erklärungen einer parlamentarischen Ermächtigung bedürften, weshalb die Aussichten, dass viele Staaten solche Erklärungen abgäben, nicht als hoch einzuschätzen seien. Ausserdem ist das vorgesehene Verfahren auf Fälle mit zwei Streitparteien beschränkt. Die Zuständigkeit der für jeden Streitfall neu zu schaffenden Vergleichskommission gab zu Diskussionen Anlass. Der nunmehr vorliegende Text schreibt vor, dass die Kommission zu prüfen habe, ob tatsächlich übereinstimmende Erklärungen oder ein ad hoc-Einverständnis der Streitparteien vorliege, bevor sie die Streitigkeit materiell an die Hand nimmt. Der Text sieht weiterhin vor, dass der KVZ-Direktor als Sekretär der Kommission waltet. Sollte er Staatsangehöriger einer Streitpartei sein, wird diese Aufgabe vom nächstfolgenden Beamten des KVZ übernommen, der nicht Staatsangehöriger einer Streitpartei ist. Ebenfalls erörtert wurde die Frage der Vertraulichkeit des Verfahrens. Die schliesslich gutgeheissene Version hält fest, dass das ganze Vergleichsverfahren vertraulich ist, sofern die Parteien nichts anderes vereinbaren. Dies trifft ebenfalls für den Bericht der Kommission an den AHB zu, der rein faktisch gehalten sein und die materiellen Empfehlungen der Kommission nicht wiedergeben soll.

3.2.3 Der französisch-deutsche Vorschlag

Am umstrittensten war der französisch-deutsche FBS-Konventionsentwurf. Dies lag zum einen daran, dass dieser Vorschlag der umfassendste und ehrgeizigste der vier Texte ist. Zum anderen warf der Entwurf deshalb knifflige Probleme auf, weil er wohl nur einen Teil der KSZE-Teilnehmerstaaten wirklich interessierte, dennoch aber im Rahmen der KSZE von allen Staaten auszuhandeln war. Das Dilemma lag auf der Hand: Es galt, nicht beitriftswillige Staaten daran zu hindern, den Vorschlag zu verwässern oder gar zu torpedieren; umgekehrt musste eine Vereinbarung ausgehandelt werden, die kurzfristig für eine Vielzahl von Teilnehmerstaaten und längerfristig für die grosse Mehrheit, idealerweise sogar für alle KSZE-Staaten, annehmbar sein würde. Diese Erwägung legte es den Befürwortern des Entwurfs nahe, zur Akzeptanzsteigerung Kompromisse einzugehen und in gewissen Fällen Abstriche in Kauf zu nehmen. Im Gegensatz zum Europarat, der ein solches Verfahren schon seit langem kennt, beschritt die KSZE in zweifacher Hinsicht Neuland: einerseits weil sie bisher nur politisch bindende Verpflichtungen schuf;

andererseits weil ihre Verpflichtungen bislang auf alle Teilnehmerstaaten Anwendung fanden.

Gegen den französisch-deutschen Vorschlag wurden viele Einwände geltend gemacht. In inhaltlicher Hinsicht wurde vor allem kritisiert, dass der zu schaffende VSchH gemäss den Vorstellungen dessen Initianten die Möglichkeit erhalten sollte, für den AHB oder den KSZE-Rat Rechtsgutachten auszuarbeiten. Viele Delegationen lehnten es ab, den VSchH, der ja kein KSZE-Organ sein soll, mit so weitreichenden Befugnissen anzustatten. Im schliesslich geschnürten Paket mussten die Befürworter des Vorschlags auf diesem Punkt nachgeben. Verschiedene Kritiker, vor allem Grossbritannien, setzten sich für die Einbringung der Ausnahmebestimmungen des Valletta-Dokuments in die Konvention ein, was deren Anwendungsbereich und Durchschlagskraft empfindlich beschnitten hätte. Diese Attacke konnte erfolgreich abgewehrt werden; namentlich die Schweizer Delegation machte gegenüber den anderen Miteinbringern keinen Hehl daraus, die Schweiz werde der Konvention nicht beitreten, sollte diese derart entwertet werden. Die Vereinigten Staaten, die von Anfang an zu erkennen gaben, dass sie nicht beitrittswillig sein würden, zeigten sich beunruhigt über allfällige Verpflichtungen, die Drittparteien auferlegt werden könnten. Trotz wiederholten Beschwichtigungsversuchen bestanden sie auf der Aufnahme einer Bestimmung im Vertragstext (Artikel 38), welche bekräftigt, nichts in diesem Text sei im Sinne irgendwelcher Verpflichtungen zulasten Dritter auszulegen. Endlich wurden die in einem Vergleichsverfahren anwendbaren Grundsätze besprochen. Im ursprünglichen Entwurf war vorgesehen, die Vergleichskommission habe bei ihren Bemühungen um eine Beilegung eines Streitfalls das Völkerrecht, die Grundsätze der Billigkeit sowie KSZE-Verpflichtungen zu berücksichtigen. Aufgrund der heftigen Opposition der Türkei und anderer Staaten wurde die Billigkeit aus der einschlägigen Bestimmung entfernt.

Auch einige Verfahrensfragen führten zu längeren Debatten. Die als allzu aufwendig gerügte Struktur des VSchH stand im Kreuzfeuer der Kritik. War für diesen ein Präsidium von fünf Personen wirklich nötig? Handelte es sich beim VSchH um einen ständigen Organismus mit ständigen Angestellten? Wieviele Personen sollte die Kanzlei umfassen? Antworten auf diese und ähnliche Fragen halfen mit, der vorgesehenen Struktur klarere Umriss zu geben. Im schliesslich angenommenen Entwurf ist das Präsidium ein Gremium, das nur periodisch zusammentritt. Die Kanzlei ist als kleine Einheit konzipiert, die nebst dem Kanzler nur zwei oder drei Mitarbeiter umfasst. Die Anstellung weiterer Personen muss von den Vertragsparteien besonders bewilligt werden. Damit soll das Personal auf das notwendige Minimum beschränkt bleiben. Ferner wurde kritisiert, die im Konventionsentwurf vorgesehenen Vergleichskommissionen und Schiedsgerichte

seien zu gross. Dieser Kritik wurde Rechnung getragen durch die Bestimmung, dass das Präsidium höchstens einen Schlichter oder Richter mehr ernennt als die Parteien. Im Normalfall kommen zu den beiden von den Parteien ernannten Personen drei vom Präsidium bestellte hinzu, sodass Fünfergremien über Streitigkeiten zwischen zwei Parteien befinden werden. Eng mit dieser Regelung verbunden sind die Finanzfragen. Viele Staaten drangen auf sehr strikte Regeln, um die durch das Abkommen entstehenden Kosten möglichst niedrig zu halten. Ein Finanzprotokoll soll die Berechnung und Aufstellung des Jahreshaushaltes sowie die Verteilung der Kosten auf die Vertragsstaaten regeln. Obwohl die mit der Schaffung und dem Betrieb des VSchH verbundenen Kosten allein von den Vertragsstaaten zu tragen sind, muss das Finanzprotokoll vom AHB genehmigt werden. Diese Bestimmung bildet eine weitere Konzession der zukünftigen Vertragsparteien an die Gesamtheit der KSZE-Staaten, die damit eine Art von Aufsichtsrecht über Finanzfragen ausüben kann. Schliesslich wäre noch auf die Bestimmung über Aenderungen des Uebereinkommens (Artikel 35) hinzuweisen. Die Initiative zu solchen Aenderungen bleibt den Vertragsstaaten vorbehalten, deren Genehmigung aber obliegt dem KSZE-Rat. Das Inkrafttreten von Aenderungen wiederum hängt von deren Annahme durch sämtliche Vertragsparteien ab. Ganz generell war eine Tendenz zu verzeichnen, die Verwaltungsbefugnisse des VSchH möglichst eng zu halten. So wurde in Abweichung vom französisch-deutschen Vorschlag beschlossen, die Verfahrensregeln seien nicht vom Gerichtshof, sondern von den Vertragsstaaten endgültig zu genehmigen. Selbst die Bezeichnung "VSchH" wurde von einigen Teilnehmern in Frage gestellt; namentlich Grossbritannien wollte alles vermeiden, was der neuzuschaffenden Institution zuviel Gewicht geben konnte. In dieser Frage setzten sich allerdings die Befürworter des Vorschlags durch. Sie betonten, dass es für die Autorität des VSchH erforderlich sei, letzterem Würde und Profil zu verleihen. Im Hinblick auf das Ministertreffen vom Dezember in Stockholm wurde Schweden als Depositarstaat bezeichnet. Ueber die Sitzfrage sollte der Ministerrat entscheiden. Die Schweizer Delegation gab zu verstehen, dass sie Genf als Sitz des VSchH vorzuschlagen gedenke. Sondierungen führten zum Schluss, dass Genf neben möglichen Konkurrenten (Den Haag, Venedig, Wien, La Valletta, ...) gute Erfolgsaussichten einzuräumen waren.

3.2.4 Der amerikanische Vorschlag

Die durch das Verfahren der Schlichtung auf Anordnung angestrebte Stärkung der Krisenbewältigungsmechanismen in der KSZE und der Grundsatz des Konsens minus zwei sind von allen Delegationen begrüsst worden. Zu Diskussionen Anlass

gaben weniger Grundsatzfragen als Detailpunkte. Von einzelnen Delegationen wurde die Uebernahme der Ausnahmeliste von Abschnitt XII des Valletta-Dokuments gerügt, würden doch damit gerade diejenigen Konflikte vom vorgesehenen Verfahren ausgeklammert, die im KSZE-Raum in nächster Zukunft am wahrscheinlichsten seien: Gebiets- und Hoheitsfragen. In diesem Zusammenhang wurde vor allem auch die den Streitparteien zugestandene "self-judging capacity" kritisiert: Damit sei willkürlichen Auslegungen Tür und Tor geöffnet und werde der neugeschaffene Mechanismus von Anfang an unterlaufen. Ein von Russland, Oesterreich und Griechenland vorgebrachter Verbesserungsvorschlag, wonach der KSZE-Rat oder der AHB entscheiden sollte, ob eine Hoheits- oder Gebietsfrage vorliege, scheiterte am Widerstand mehrerer Delegationen (u.a. der Vereinigten Staaten und der Türkei). Die Frage, ob die Bedingungen festzulegen seien, unter denen der KSZE-Rat oder der AHB ein Vergleichsverfahren anordnen könne, wurde ebenfalls aufgeworfen. Auch hier setzte sich die ursprüngliche Fassung des Dokuments durch: Die politischen Instanzen der KSZE sollen nach eigenem Ermessen entscheiden können, ob und wann zwei Streitparteien ein Vergleichsverfahren aufzuzwingen sei.

Der AHB oder der Rat der KSZE können nach Abschluss des Schlichtungsverfahrens einen Bericht verlangen. Nach längerer Diskussion wurde beschlossen, dieser Bericht sei in enger Anlehnung an das Verfahren gemäss dem britischen Vorschlag rein faktisch zu halten und solle keine vertraulichen Angaben enthalten, sofern die Parteien nichts anderes vereinbaren. Wie dies schon für das aus dem britischen Entwurf hervorgegangene Verfahren der Fall ist, bleiben auch aufgezwungene Vergleichsverfahren auf Fälle zwischen zwei Streitparteien beschränkt.

4. Résultats de la Réunion de Genève et appréciation d'ensemble

4.1 Résultats de la Réunion

Suivant la tradition de la CSCE, la Réunion de Genève a pu être close le 23 octobre 1992, quelques minutes avant minuit, avec l'adoption d'un "projet de décision" adressé au Conseil de la CSCE en vue de son approbation par celui-ci lors de la Réunion de Stockholm des 14/15 décembre 1992. Ce projet était accompagné des quatre annexes formées par les textes décrits dans la subdivision précédente (Annexe 2).

Trois points, qui se rapportaient au projet franco-allemand de convention de conciliation et d'arbitrage, étaient toutefois restés en suspens, à savoir: 1) l'exercice éventuel d'une fonction consultative par la Cour, point finalement renvoyé au Comité des hauts fonctionnaires de la CSCE (CHF); 2) le financement de la Cour de conciliation et d'arbitrage, question dont le règlement a été confié au Comité financier ad hoc du CHF; et 3) la détermination du siège de la future Cour.

Les documents issus des propositions britannique et américaine, ainsi que la modification de la Procédure de La Valette entraînée par l'initiative américano-suisse, contenaient des engagements de nature politique et, partant, allaient prendre effet avec leur approbation par le Conseil de la CSCE. La nouvelle Convention sur la conciliation et l'arbitrage devait être ouverte à la signature à cette même occasion.

L'ensemble des textes joints au projet de décision peuvent faire l'objet de modifications. Ce projet prévoit en effet que les procédures de RPD au sein de la CSCE "seront réexaminées au cours de la Conférence d'examen qui siégera à Budapest en 1994, puis périodiquement selon les besoins".

4.2 Appréciation d'ensemble

4.2.1 Compatibilité et complémentarité des textes adoptés à Genève

La Réunion de Genève, on l'a vu (point 1.5), devait négocier "un ensemble global et cohérent de mesures" pour le RPD en Europe, compte tenu des propositions britannique et américaine, du projet de convention franco-allemand et "d'autres moyens". L'idée d'un "package deal" inhérente à ce mandat suggère que les auteurs de celui-ci estimaient compatibles et complémentaires les différents projets. En principe, ce point de vue était fondé, comme le prouvera une analyse sommaire des rapports entre les différents textes élaborés à Genève.

C'est sans doute le texte issu de l'initiative franco-allemande qui offre le mécanisme le plus complet et le plus avancé de RPD. Mais, en raison de son caractère conventionnel, ce texte ne liera que les Etats participants qui y deviendront Parties.

Le champ d'application de la procédure de conciliation qu'avait proposée le Royaume-Uni est limité, quant à lui, aux Etats qui se sont soumis à cette procédure au moyen d'accords conclus ad hoc ou de déclarations unilatérales concordantes, un Etat pouvant du reste accepter à la fois la conciliation selon le modèle britannique et celle prévue par la Convention.

La "conciliation prescrite" initialement suggérée par les Etats-Unis ne jouit d'aucune autonomie par rapport aux voies qui viennent d'être évoquées, mais est propre à conduire à leur mise en oeuvre. Lorsque c'est d'un différend entre Etats Parties à la

nouvelle Convention qu'il s'agit, une décision du CHF ou du Conseil de la CSCE peut en effet acheminer ce différend vers la procédure de conciliation établie par cet instrument, même si aucune des parties ne le désire. La conciliation peut également être prescrite pour des litiges entre Etats qui ne sont pas Parties à la Convention. Dans cette hypothèse, deux possibilités doivent être distinguées. Première possibilité, le différend oppose deux Etats qui, par des déclarations unilatérales concordantes, ont accepté la procédure de conciliation fondée sur la proposition britannique; la décision du Conseil ou du CHF prescrivant la conciliation déclenche alors cette procédure même si les Etats concernés ne la souhaitent pas. Seconde possibilité, les Etats parties au litige, ou l'un d'eux, ne sont pas assujettis à la procédure de conciliation adoptée à l'instigation du Royaume-Uni: dans ce cas, la décision du CHF ou du Conseil de prescrire cette procédure a pour effet de les y soumettre même s'ils ne l'ont pas acceptée.

Reste la Procédure de La Valette. Que celle-ci demeure applicable est évident, puisqu'on a jugé utile, à Genève, de la modifier. Elle sert de "filet de sécurité" pour les litiges opposant deux Etats dont l'un ou les deux n'ont ni adhéré à la Convention, ni accepté la procédure de conciliation résultant du projet britannique, à condition que ces litiges n'aient pas été assujettis à la conciliation par une décision du Conseil ou du CHF.

De ce qui précède, on conclura que les trois mesures élaborées à Genève et le Mécanisme de La Valette sont en principe compatibles, voire complémentaires. Cela ne signifie pas que leur cohabitation sera exempte de difficultés. On peut en particulier se demander quelle solution il conviendra d'adopter lorsque deux Etats parties à un différend et Parties à la Convention se seront également soumis à la procédure de conciliation issue du projet britannique, à supposer que l'un de ces Etats préconise le recours à la première et l'autre l'application de la seconde. De même peut-on s'interroger sur la solution à choisir en présence d'un litige entre deux Etats qui ont accepté la seconde procédure par des déclarations concordantes, si par la suite l'un d'eux déclenche unilatéralement le Mécanisme de La Valette: la réponse n'est nullement évidente, étant donné que d'après le préambule du texte pertinent, la procédure en question est censée "compléter" celle de La Valette. Ce sont là, toutefois, des incertitudes mineures qui relèvent du problème des conflits positifs de compétence; or ce genre de conflits est préférable aux conflits négatifs de compétence.

Tout cela ne signifie nullement que les quatre documents joints à la décision de Genève, considérés séparément ou dans leur ensemble, soient parfaits ou complets.

4.2.2 Imperfections et lacunes des textes élaborés à Genève

Sans doute l'adoption de la Convention a-t-elle permis d'accomplir un pas en avant dans le domaine du RPD en Europe, d'abord parce que cet instrument établit de véritables obligations juridiques, ensuite en raison de la procédure de conciliation obligatoire et généralisée qu'il institue. Le volet arbitrage, en revanche, est insuffisamment développé. Qui plus est, les procédures prévues par la Convention ne s'appliquent en principe qu'aux Etats Parties à celle-ci.

La procédure de conciliation issue de la proposition britannique, elle, comporte le défaut majeur d'être facultative, les déclarations unilatérales d'acceptation pouvant du reste être assorties de réserves virtuellement illimitées. De plus, elle ne repose que sur un engagement politique et ne s'étend pas aux différends opposant plus de deux parties.

Ces deux éléments viennent également limiter le mécanisme de conciliation prescrite qu'avaient proposé les Etats-Unis. S'y ajoute un inconvénient supplémentaire, qui est de taille: l'Etat défendeur peut se soustraire à la conciliation prescrite si le litige concerne une ou plusieurs des matières visées à la section XII de la Procédure de La Valette (intégrité territoriale, titres territoriaux, défense nationale, délimitation d'espaces marins et aériens). S'il s'agit là d'exceptions importantes, il faut néanmoins saluer l'innovation dont la proposition américaine vient d'enrichir la conciliation: l'initiative de soumettre un différend à cette procédure n'est plus, désormais, réservée aux seules parties, mais appartiendra également aux organismes politiques de la CSCE.

Le mécanisme de La Valette, enfin, a pu être marginalement amélioré grâce à l'initiative américano-suisse. Mais la plupart de ses défauts subsistent: longueur et complexité de la procédure et nature incertaine de celle-ci; limitations excessives de son champ d'application, dont certaines sont au surplus appréciées subjectivement par l'Etat contre lequel le Mécanisme a été invoqué; et caractère purement politique des engagements résultant du document de La Valette. Néanmoins, la procédure établie par ce dernier demeurera utile, en tant que voie subsidiaire, aussi longtemps que les engagements découlant des autres textes ne s'étendront pas à l'ensemble des Etats participant à la CSCE.

L'analyse qui précède mène à deux constatations. En premier lieu, les mesures négociées à Genève devront être revues et perfectionnées. La possibilité de procéder périodiquement à leur modification figure d'ailleurs, on l'a dit (voir point 4.1), dans la décision prise le 15 décembre 1992 par le Conseil de la CSCE. En second lieu, les pays européens seraient bien inspirés de compléter ces mesures par des traités bilatéraux plus contraignants, notamment dans le domaine juridictionnel.

4.3.2 Considérations finales

Il ne fait pas de doute, au vu de ce qui précède, que la Réunion de Genève forme une étape importante dans la longue marche vers l'établissement d'un système effectif de RPD pour l'Europe. A ce propos, on relèvera notamment la tendance marquée de la CSCE à revenir au moyen classique et éprouvé de la conciliation internationale et à renoncer à des formules intermédiaires qui, à l'instar de la Procédure de bons offices/médiation élaborée à La Valette, ne semblent pas soulever l'enthousiasme général.

Pour la Suisse, le résultat atteint est particulièrement réjouissant. C'est elle qui, depuis 1973, a poussé la CSCE à se doter de mécanismes de RPD permettant de faire appel à des tiers impartiaux, en particulier d'une procédure généralisée et contraignante de conciliation. Si ce résultat a finalement pu être atteint grâce à une initiative franco-allemande, la Suisse peut être certaine d'y avoir apporté une contribution substantielle.

Cela dit, on répètera que les procédures élaborées au cours de la Réunion de Genève sont perfectibles. On n'en retiendra pas moins que les pays de l'Europe disposent désormais d'une large palette de moyens de RPD. Il faut espérer qu'ils auront la volonté politique de s'en servir.

5. Développements ultérieurs

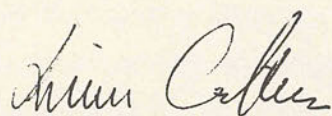
Le Comité financier ad hoc du CHF a ouvert les négociations devant aboutir à la rédaction du Protocole financier prévu à l'article 13 de la Convention de conciliation et d'arbitrage.

Le 10 décembre 1992, le CHF a décidé de fixer à Genève le siège du bureau de la Cour prévue par la nouvelle Convention. Cette décision constitue une reconnaissance, non seulement des avantages pratiques qu'offre Genève, mais aussi des efforts entrepris par la Suisse depuis 1973, au sein de la CSCE, dans le domaine du RPD. En revanche, le CHF n'a pris aucune décision sur la question des avis consultatifs.

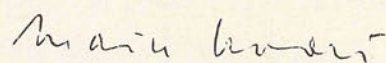
Le projet de décision élaboré à Genève et les textes qui l'accompagnaient ont été approuvés par le Conseil de la CSCE le 15 décembre 1992. A cette même date, la Convention de conciliation et d'arbitrage a été ouverte à la signature et a immédiatement été signée par les vingt-neuf Etats suivants: Albanie, Allemagne,

Arménie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Moldova, Monaco, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Saint-Marin, Suède, Suisse et Ukraine.

Berne, le 19 janvier 1993



Lucius Caflisch



Blaise Godet

Inhaltsverzeichnis

1.	Introduction	1
1.1	Evolution du règlement pacifique des différends au sein de la CSCE	1
1.2	La Réunion d'experts de Montreux (1978)	2
1.3	La Réunion d'experts d'Athènes (1984)	2
1.4	Récents progrès	3
1.5	La Réunion d'experts de La Valette (15 janvier - 8 février 1991)	4
2.	Eingereichte Vorschläge	5
2.1	Die Verbesserung des Dokuments von La Valletta: Der schweizerisch-amerikanische Vorschlag	5
2.2	Die Schaffung eines KSZE-Vergleichsverfahrens: Der britische Vorschlag	6
2.3	Der französisch-deutsche Entwurf eines Vertrags über Vergleichs- und Schiedsverfahren innerhalb der KSZE	7
2.4	Vergleichsverfahren auf Anordnung: Der amerikanische Vorschlag	8
3.	Aufnahme und Verlauf der Verhandlungen	9
3.1	Konsultationen im Vorfeld der Verhandlungen	9
3.2	Der Verlauf der Verhandlungen	10
3.2.1	Der schweizerisch-amerikanische Vorschlag	11
3.2.2	Der Vorschlag des Vereinigten Königreichs	11
3.2.3	Der französisch-deutsche Vorschlag	12
3.2.4	Der amerikanische Vorschlag	14

4. Résultats de la Réunion de Genève et appréciation d'ensemble	15
4.1 Résultats de la Réunion	15
4.2 Appréciation d'ensemble	16
4.2.1 Compatibilité et complémentarité des textes adoptés à Genève	16
4.2.2 Imperfections et lacunes des textes élaborés à Genève	18
4.3.2 Considérations finales	19
5. Développements ultérieurs	19

p.B.72.9.15.1.(40). - CAF/GT/VCL - GCL

Bern, 20. Januar 1993

**KSZE-Treffen über die friedliche Beilegung von Streitfällen,
Genf, 12. bis 23. Oktober 1992
Schlussbericht der Schweizer Delegation**

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	794.6
R	22 JAN. 1993
Kopie an	

- Herrn Bundesrat René Felber
- Herrn Staatssekretär Jakob Kellenberger
- Herrn Botschafter Mathias Krafft
- Herrn Botschafter Lucius Caflisch
- Herrn Botschafter Johann Bucher
- Herrn Botschafter François Nordmann
- Herrn Botschafter Jenö Staehelin
- Frau Botschafterin Marianne von Grünigen
- Herrn Botschafter Guy Ducrey
- Herrn Botschafter Bruno Spinner
- Herrn Minister Blaise Godet
- Herrn Marco Cameroni
- Frau Ingrid Apelbaum
- Herrn Armin Ritz
- Herrn Raimund Kunz
- Herrn Linus von Castelmur
- KSZE-Dienst

EJPD

- Herrn Direktor Heinrich Koller, BJ
- Vizedirektor Olivier Jacot-Guillarmod, BJ

EMD

- Brigadier Josef Schärli
- AFM, Major i Gst Siegenthaler
- Herrn Theodor Winkler, GGST

EVD

- Herrn Staatssekretär Franz Blankart
- BAWI, Herrn Botschafter Silvio Arioli

Parlamentsdienste

- Herrn John Clerc

An alle diplomatischen Vertretungen in den KSZE-Teilnehmerstaaten

- Ständige Vertretung der Schweiz beim Europarat, Strassburg
- Schweizerische Mission bei den Europäischen Gemeinschaften, Brüssel
- Ständige Beobachtermission der Schweiz bei den Vereinten Nationen, New York
- Ständige Mission der Schweiz bei den Internationalen Organisationen, Genf
- Ständige Mission der Schweiz bei den Internationalen Organisationen, Wien
- Schweizerische Vertretung beim KSZE-Forum für Sicherheitszusammenarbeit, Wien